

Pourquoi l'eCH peut compter sur le concours de l'économie et de la science

L'élaboration de normes destinées à l'administration publique réunit autour d'une même table des représentants d'entreprises privées et des milieux universitaires. Pour l'association eCH, ils sont force de proposition et d'innovation et concourent ainsi à des solutions soutenues par le plus grand nombre.

L'association eCH est organisée sur le mode d'un PPP (partenariat public-privé). Les pouvoirs publics, le secteur des NTIC mais aussi des représentants du monde de la recherche et de l'enseignement y œuvrent sur un pied d'égalité. Les trois partenaires sont représentés dans les groupes spécialisés chargés d'élaborer des normes dans différents domaines thématiques. Ils s'engagent au sein du Comité des experts, qui est responsable du contrôle de la qualité, mène des consultations publiques et adopte de nouvelles règles. Ils participent également au Comité directeur.



«Les nouvelles normes sont bien souvent inspirées par les avancées de la recherche.»

Florian Evéquo, professeur à la HES-SO

De précieuses impulsions

«Nous réunissons les acteurs et les encourageons à dialoguer», explique Florian Evéquo, professeur à la HES-SO (Haute école spécialisée de Suisse occidentale) et membre du comité directeur de l'eCH. La science peut donner de précieuses impulsions. «Les nouvelles normes sont bien souvent inspirées par les avancées de la recherche, dans le domaine de la cybersécurité ou du cloud computing par exemple.» Toutefois, la mise en œuvre d'idées innovantes passe forcément par des échanges avec les acteurs de terrain.

Sebastian Höhn, professeur à la Haute école spécialisée bernoise, met en avant un autre atout de la science: «Elle offre un point de vue indépendant.» Dans l'eCH, la dimension participative est bien plus marquée qu'au sein des organisations comparables

d'autres pays, fait-il-remarquer. L'association se veut neutre tant sur le plan politique que technologique et ne défend aucun intérêt commercial. Qui plus est, l'eCH peut compter sur le soutien de hautes écoles lorsque certaines questions requièrent un éclairage scientifique ou que des expertises doivent être effectuées. «C'est là que nous pouvons offrir une valeur ajoutée», précise Höhn.

Une large assise grâce à une organisation de milice

Pour parvenir à des solutions communes, il nous parler beaucoup et longuement, constate Florian Evéquo. L'administration publique et les entreprises privées ne sont pas forcément en phase en termes d'objectifs. «C'est un terrain propice aux tensions.» Il faut parfois du temps pour qu'un groupe spécialisé parvienne à un résultat, confirme Marcel Oberer, Chief Domain Architect chez Abraxas Informatik. «Il n'y a rien d'inhabituel à cela dans une organisation de milice de cette taille». L'économie apprécie de pouvoir proposer des thèmes et de mettre son expertise à la disposition de l'eCH. Les mesures d'uniformisation ont grandement facilité le travail des développeurs de logiciels. Oberer, actif au sein de l'association depuis 2008 et membre du groupe spécialisé SEAC, insiste sur l'aspect normatif: «les règles à suivre et les possibilités d'action sont clairement établies.»



«La science offre un point de vue indépendant.»

Sebastian Höhn, professeur à la Haute école spécialisée bernoise



«Nous apprécions de pouvoir proposer des thèmes et de mettre notre expertise à disposition.»

Marcel Oberer, Chief Domain Architect, Abraxas Informatik

L'organisation en PPP a fait ses preuves, juge également Markus Schmidli, lui aussi actif auprès de l'eCH depuis de nombreuses années et membre du Comité des experts. «L'économie a pris conscience qu'avec l'eCH, elle pouvait faire valoir ses intérêts et parvenir à des résultats qui rencontrent un large soutien». Les structures et processus sont relativement simples et clairs. Cela contribue selon lui au succès de l'association, qui a su trouver sa place au cours des 20 dernières années. «Quiconque opère dans le domaine de la cyberadministration est membre de l'eCH.»

Depuis sa création en décembre 2002, l'association eCH a élaboré plus de 250 normes. Des normes qu'il faut en permanence vérifier et adapter, ce qui représente une charge de travail en constante augmentation. Le nombre de groupes spécialisés aussi n'a cessé d'augmenter; on en compte aujourd'hui 23. «Il nous faut trouver notre vitesse de croisière», note Höhn, professeur d'informatique. Les normes doivent être suffisamment spécifiques, mais point trop détaillées sous peine de devenir obsolètes en très peu de temps. «C'est un véritable numéro d'équilibriste.»

Donner plus de poids au point de vue des utilisateurs

Tous nos interlocuteurs s'accordent sur un point: l'association peut se prévaloir d'une assise solide. Elle a gagné en professionnalisme, se félicite Marcel Oberer. Un succès auquel la science n'est pas étrangère. Pour

Oberer, il est important de prendre davantage en compte les besoins des utilisateurs et utilisatrices lors du développement des services de cyberadministration. «On raisonne encore trop peu du point de vue des personnes concernées.» Markus Schmidli voit dans les nombreuses normes internationales à prendre en compte un défi toujours plus difficile à relever. «Nous devons prendre garde à ne pas chercher à réinventer la roue avec l'eCH.»



«Quiconque opère dans le domaine de la cyberadministration est membre de l'eCH.»

Markus Schmidli, Senior Solution Engineer, Bedag Informatik

Les régions du pays profitent l'une de l'autre

Florian Evéquoz, membre du Comité directeur eCH, voit dans le renforcement de la présence de l'eCH en Romandie une évolution positive. Il est persuadé que «cela va permettre de faire avancer plus rapidement les projets numériques en Romandie et de créer de nouvelles opportunités pour toute la Suisse». Malheureusement, la frontière linguistique et culturelle ne facilite pas toujours les choses en matière de coopération. «Les deux régions pourraient profiter davantage l'une de l'autre.» Le fédéralisme est en soi un défi, relève Evéquoz. Et d'ajouter que la Suisse – «quoique fortement innovante» – affiche des performances plutôt modestes dans les classements internationaux de cyberadministration. Selon lui, les politiques devraient s'engager plus activement en faveur des normes et saisir les opportunités d'harmonisation. «Une coordination plus étroite nous permettrait de réagir mieux et plus vite aux besoins des utilisateurs – et de réaliser ce faisant de belles économies pour le contribuable.»

Eveline Rutz, journaliste freelance. Le présent texte est une commande de l'Association eCH

eCH conçoit des normes dans le domaine de la cyberadministration. Dans un souci de rendre plus efficace la collaboration entre les autorités, les entreprises et les particuliers. eCH met l'accent sur la coopération entre partenaires privés et publics. Les groupes spécialisés veillent à ce que les normes soient élaborées avec une grande qualité, libres de tout intérêt personnel.